

GG

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 47.134/2/V
DU 9 SEPTEMBRE 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au Premier Ministre, le 11 août 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 7 mai 2002 relatif au transport de choses par route", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Examen du projet

Préambule

Alinéa 1^{er}

Le fondement du projet n'est pas l'article 13, mais 14, § 1^{er}, de la loi du 3 mai 1999 relative au transport de choses par route, en vertu duquel le Roi détermine notamment :

- "1/ [...];
- 2/ la nature des cautions autorisées à constituer ces cautionnements;
- 3/ le modèle des attestations relatives au cautionnement;
- 4/ [...];
- 5/ [...];
- 6/ [...];
- 7/ les prescriptions relatives à la libération de la caution."

C'est donc cette disposition particulière qu'il y a lieu de viser à la fin du premier alinéa, au lieu de l'article 13.

Nouvel alinéa 2 à insérer

À la suite de ce premier alinéa visant le fondement légal, doit être inséré un alinéa supplémentaire visant l'arrêté que le projet tend à modifier :

"Vu l'arrêté royal du 7 mai 2002 relatif au transport de choses par route;".

Alinéas 5 à 7

Le présent avis n'est pas donné "en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois sur le Conseil d'État", de sorte que les alinéas 5 et 6 doivent être omis et que l'alinéa 7, qui deviendra donc l'alinéa 6, sera rédigé comme suit :

"Vu l'avis 47.134/2/V du Conseil d'État, donné le 9 septembre 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;".

DispositifArticle 1^{er}

1. Au début de la phrase liminaire, sera visé l'article 15 "de l'arrêté royal du 7 mai 2002 relatif au transport de choses par route".

2. L'"avis de cautionnement émanant de la Caisse des Dépôts et Consignations" visé à l'alinéa 1^{er} du texte en projet est prévu par les articles 4, alinéa 3, et 12 de l'arrêté ministériel du 3 avril 1963 relatif à certains cautionnements en numéraire

et en valeurs déposés à la Caisse des dépôts en consignations, suivant lesquels cette dernière adresse au propriétaire du cautionnement ou du dépôt – selon qu'il s'agit d'un cautionnement, respectivement, en numéraire ou en valeurs ¹ – un avis que celui-ci est tenu de faire parvenir immédiatement à l'administration qui a exigé le cautionnement.

Conformément à son article 1^{er}, cet arrêté ministériel du 3 avril 1963 précité, "s'applique aux cautionnements prévus par l'article 1^{er}, 2/, de l'arrêté royal n/ 150" du 18 mars 1935 coordonnant les lois relatives à l'organisation et au fonctionnement de la Caisse des Dépôts et Consignations et y apportant des modifications en vertu de la loi du 31 juillet 1934, c'est-à-dire "les cautionnements en numéraire et en valeurs destinées à garantir, vis-à-vis d'une administration publique ou d'intérêt public soit l'exercice de fonctions sujettes à une responsabilité pécuniaire, soit l'accomplissement d'obligations ou l'exécution d'entreprises auxquelles le public est intéressé".

Au regard de ces dispositions, l'alinéa 2 du texte en projet suscite deux questions. Cet alinéa 2 est ainsi rédigé :

"Les espèces déposées à la Caisse des Dépôts et Consignations sont restituées au plus tôt 9 mois après la date à laquelle le transporteur a cessé d'être titulaire d'une licence de transport. Le délai de 9 mois est suspendu dans le cas où un créancier intente une action en justice et en fait notification à la Caisse des Dépôts et Consignations par lettre recommandée à la poste. Il ne recommence à courir qu'au jour où la décision judiciaire définitive dans l'affaire opposant le transporteur et son créancier, passe en force de chose jugée."

Si les "espèces" mentionnées au début de la première phrase correspondent aux "cautionnements en numéraire" visés au chapitre II de l'arrêté ministériel du 3 avril 1963 précité, l'intention est-elle d'exclure la possibilité d'un "cautionnement en valeurs" conformément aux dispositions du chapitre III du même arrêté ?

S'il se confirme que la mention des seules "espèces" doit être interprétée comme excluant tout "cautionnement en valeurs", par dérogation à l'article 1^{er}, 2/, de l'arrêté royal n/ 150 du 18 mars 1935 précité et à l'arrêté ministériel du 3 avril 1963 précité, le texte en projet doit alors préciser expressément que seuls sont admis les

⁽¹⁾ Voir l'arrêté royal du 16 janvier 2001 relatif aux valeurs admises pour la constitution des cautionnements à la Caisse des Dépôts et Consignations.

cautionnements en numéraire et l'auteur du projet doit être en mesure de justifier pourquoi il n'envisage que ce seul type de cautionnement. Dans le cas contraire, doivent alors être envisagés tant les cautionnements en numéraire qu'en valeurs.

D'autre part, le remboursement ou la restitution du cautionnement s'opère, conformément aux articles 5 et 15 - selon qu'il s'agit d'un cautionnement, respectivement, en numéraire ou en valeurs - de l'arrêté ministériel du 3 avril 1963 précité, sur une "déclaration de libération (mainlevée)" que "l'administration au profit de laquelle la garantie a été constituée adresse à la Caisse des Dépôts et Consignations", "lorsqu'un cautionnement est libérable partiellement ou totalement".

En vertu de ces dispositions, la Caisse des Dépôts et Consignations ne procède donc au remboursement ou à la restitution que sur instruction de l'administration compétente. L'alinéa 2 du texte en projet attribue toutefois un rôle plus actif à la Caisse des Dépôts et Consignations et semble, par conséquent, procéder d'une intention différente, qu'il conviendrait d'expliciter en faisant clairement apparaître dans le texte la mesure exacte dans laquelle il entend s'écarter sur ce point de l'arrêté ministériel du 3 avril 1963 précité.

3. Si devait ainsi se concrétiser l'intention de substituer à l'application de tout ou partie des dispositions de la section 2 du chapitre II ou III de cet arrêté un dispositif impliquant davantage la responsabilité de la Caisse des Dépôts et Consignations, qui, aux termes de l'article 4 de l'arrêté royal n° 150 du 18 mars 1935 précité, "constitue une administration distincte, sous l'autorité immédiate du Ministre des finances", ce dernier devrait alors s'associer à l'arrêté en projet en le proposant et le contresignant et il devrait également être chargé de son exécution.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre, président,
	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
Mesdames	M. BAGUET,	conseiller d'État,
	A. WEYEMBERGH,	assesseur de la section de législation,
	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

B. VIGNERON

Y. KREINS

GG

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 47.134/2/V
VAN 9 SEPTEMBER 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede vakantiekamer, op 11 augustus 2009 door de Staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de Eerste Minister verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 mei 2002 betreffende het vervoer van zaken over de weg", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

Eerste lid

De rechtsgrond van het ontwerp is niet artikel 13, maar 14, § 1, van de wet van 3 mei 1999 betreffende het vervoer van zaken over de weg, krachtens hetwelk de Koning inzonderheid het volgende bepaalt :

"1/ [...];

2/ de aard van de borgen die deze borgtocht mogen stellen;

3/ het model van de bewijzen van borgtocht;

4/[...];

5/[...];

6/[...];

7/ de voorschriften inzake de bevrijding van de borg."

Aan het einde van het eerste lid moet dus worden verwezen naar die bijzondere bepaling en niet naar artikel 13.

Nieuw in te voegen tweede lid

Na dat eerste lid waarin de rechtsgrond wordt vermeld, moet een extra lid worden ingevoegd waarin wordt verwezen naar het besluit waarvan het ontwerp de wijziging beoogt :

"Gelet op het koninklijk besluit van 7 mei 2002 betreffende het vervoer van zaken over de weg;".

Vijfde tot zevende lid

Dit advies wordt niet gegeven "met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de wetten op de Raad van State", zodat het vijfde en het zesde lid moeten vervallen en het zevende lid, dat dus het zesde lid wordt, als volgt moet worden gesteld :

"Gelet op advies 47.134/2/V van de Raad van State, gegeven op 9 september 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;".

DispositiefArtikel 1

1. Aan het begin van de inleidende zin moet worden verwezen naar artikel 15 "van het koninklijk besluit van 7 mei 2002 betreffende het vervoer van zaken over de weg".

2. Het "bericht van borgstelling uitgaande van de Deposito- en Consignatiekas", vermeld in het eerste lid van de ontworpen tekst, wordt voorgeschreven bij de artikelen 4, derde lid, en 12, van het ministerieel besluit van 3 april 1963 betreffende sommige bij de Deposito- en Consignatiekas gedeponeerde borgtochten in specie en in effecten, volgens welke de Deposito- en Consignatiekas aan de eigenaar van

.../...

de borgtocht of van het deposito- afhankelijk van de vraag of het om een borgtocht respectievelijk in specie of in effecten gaat ¹ - een bericht zendt dat deze laatste onmiddellijk moet verzenden aan het bestuur dat de borgtocht geëist heeft.

Dit voormeld ministerieel besluit van 3 april 1963 is overeenkomstig artikel 1 ervan "van toepassing op de borgtochten bepaald in artikel 1, 2/, van het koninklijk besluit nr. 150" van 18 maart 1935 tot samenschakeling van de wetten betreffende de inrichting en de werking van de Deposito- en Consignatiekas en tot aanbrenging van wijzigingen daarin krachtens de wet van 31 juli 1934, d.w.z. "de borgtochten in specie of in effecten, tot waarborging, tegenover een openbaar bestuur of een bestuur van openbaar belang hetzij van het uitoefenen van aan geldelijke verantwoordelijkheid gebonden ambten, hetzij van het nakomen van verplichtingen of van de uitvoering van aannemingen, waarbij het publiek betrokken is".

In het licht van die bepalingen doet het tweede lid van de ontworpen tekst twee vragen rijzen. Dat tweede lid is als volgt gesteld :

"De gedeponeerde sommen bij de Deposito- en Consignatiekas worden op zijn vroegst teruggegeven 9 maanden na de datum waarop de vervoerondernemer opgehouden heeft houder te zijn van een vervoervergunning. De termijn van 9 maanden wordt geschorst wanneer een schuldeiser een rechtsovereenkomst instelt en de Deposito- en Consignatiekas daarvan kennis geeft bij ter post aangetekende brief. Hij begint eerst opnieuw te lopen de dag dat in de zaak tussen de vervoerondernemer en zijn schuldeiser de eindbeslissing in kracht van gewijsde gaat."

Als de "sommen" vermeld aan het begin van de eerste zin overeenstemmen met de "borgtochten in specie" bedoeld in hoofdstuk II van het voornoemde ministerieel besluit van 3 april 1963, is het dan de bedoeling om de mogelijkheid van "borgtochten in effecten" overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk III van datzelfde besluit uit te sluiten ?

Als blijkt dat de vermelding van louter "sommen" zo moet worden opgevat dat alle "borgtochten in effecten" in afwijking van artikel 1, 2/, van het voormelde koninklijk besluit nr. 150 van 18 maart 1935 en het voornoemde ministerieel besluit van

⁽¹⁾ Zie het koninklijk besluit van 16 januari 2001 betreffende de waarden die worden aangenomen voor het vestigen van borgtochten bij de Deposito- en Consignatiekas.

3 april 1963 uitgesloten zijn, moet in de ontworpen tekst uitdrukkelijk vermeld worden dat alleen borgtochten in specie toegestaan zijn en in dat geval moet de steller van het ontwerp kunnen rechtvaardigen waarom hij alleen aan die vorm van borgstelling denkt. In het andere geval moet de regeling dan zowel op borgtochten in specie als op borgtochten in effecten slaan.

Bovendien geschiedt de terugbetaling of teruggave van de borgtocht overeenkomstig de artikelen 5 en 15 - afhankelijk van de vraag of het om een borgtocht respectievelijk in specie of in effecten gaat - van het voormelde ministerieel besluit van 3 april 1963 op basis van een "verklaring houdende toelating tot terugbetaling/teruggave (opheffing)" die "de administratie, ten bate waarvan de borg gesteld werd, aan de Deposito- en Consignatiekas (zendt)" "wanneer de borgtocht geheel of gedeeltelijk terugbetaald/teruggegeven mag worden".

Krachtens die bepalingen verricht de Deposito- en Consignatiekas de terugbetaling of teruggave dus alleen in opdracht van het bevoegde bestuur. In het tweede lid van de ontworpen tekst krijgt de Deposito- en Consignatiekas echter een actievere rol toebedeeld. Aan dat tweede lid lijkt dus een andere doelstelling ten grondslag te liggen, die geëxpliciteerd moet worden door in de tekst duidelijk tot uiting te laten komen in hoeverre het precies de bedoeling is dat de tekst op dat punt afwijkt van het voormelde ministerieel besluit van 3 april 1963.

3. Indien aldus concreet gestalte zou worden gegeven aan de bedoeling om de toepassing van alle of een deel van de bepalingen van afdeling 2 van hoofdstuk II of III van dat besluit te vervangen door een regeling waarin meer verantwoordelijkheid wordt gelegd bij de Deposito- en Consignatiekas die, luidens artikel 4 van het voormelde koninklijk besluit nr. 150 van 18 maart 1935, "een afzonderlijk bestuur uit(maakt), staande onder het onmiddellijk gezag van de Minister van Financiën", dan zou laatstgenoemde bij het ontworpen besluit betrokken moeten worden door het voor te dragen en mede te ondertekenen en zou hij ook met de uitvoering ervan moeten worden belast.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter, voorzitter,
	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
de Dames	M. BAGUET,	staatsraad,
	² WEYEMBERGH,	assessor van de afdeling wetgeving,
	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

B. VIGNERON

Y. KREINS